

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	26/02/2015	2015-1674
ENREGISTREMENT	03/03/2015	125596/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 64 BIS  
-----

Séance du mardi 24 février 2015  
-----

Convention collective de travail adaptant la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental

-----

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 64 BIS DU 24 FÉVRIER 2015 ADAPTANT  
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 64 DU 29 AVRIL 1997 INSTITUANT UN  
DROIT AU CONGÉ PARENTAL**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la Directive 2010/18/EU du Conseil du 8 mars 2010 portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par BUSINESSSEUROPE, l'UEAPME, le CEEP et la CES et abrogeant la Directive 96/34/CE ;

Considérant la nécessité de mettre en conformité la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, à cet accord-cadre européen.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 24 février 2015, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans les articles 1er, 8 et 16 de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, les mots "3 mois" sont chaque fois remplacés par les mots "4 mois".

### **Article 2**

A l'article 4 de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Au 1er tiret de l'alinéa 1er, les mots " quatrième anniversaire" sont remplacés par les mots "huitième anniversaire" ;
- 2° Au 2ème tiret de l'alinéa 1er, les mots "pendant une période de 4 ans qui court" sont supprimés ;
- 3° L'alinéa 2 est abrogé.

### **Article 3**

A l'article 5 de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° A l'alinéa 1er, les mots " du quatrième ou " sont supprimés.
- 2° A l'alinéa 2, les mots "Le quatrième ou" sont supprimés.
- 3° A l'alinéa 2, le mot "peuvent" est remplacé par le mot "peut".
- 4° Au même alinéa, le mot "dépassés" est remplacé par le mot "dépassé".

#### **Article 4**

- § 1<sup>er</sup>. Dans le premier paragraphe de l'article 7 de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, les mots "3 mois" sont remplacés par les mots "4 mois".
- § 2. Dans le deuxième paragraphe de la même disposition, les mots "6 mois" sont remplacés par les mots "8 mois".

#### **Article 5**

Dans l'article 14 de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300, dont le texte actuel formera le §1er, il est inséré trois nouveaux paragraphes rédigés comme suit :

- "§ 2. Le travailleur a le droit de demander un régime de travail ou un horaire de travail aménagé pour la période qui suit la fin de l'exercice de son congé parental. Cette période s'élève à 6 mois maximum.
- § 3. Le travailleur adresse une demande écrite à l'employeur au moins 3 semaines avant la fin de la période de congé parental en cours. Dans sa demande, le travailleur indique ses raisons en lien avec une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie de famille.
- § 4. L'employeur examine cette demande et y répond par écrit au plus tard une semaine avant la fin de la période de congé parental en cours, en tenant compte de ses propres besoins et de ceux du travailleur. L'employeur communique dans l'écrit visé la manière dont il a tenu compte de ses propres besoins et de ceux du travailleur dans l'examen de la demande."

#### **Article 6**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 24 février 2015.

La présente convention collective de travail a la même durée de validité et peut être révisée ou dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatre février deux mille quinze.

x            x            x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

-----

## **MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 64 DU 29 AVRIL 1997 INSTITUANT UN DROIT AU CONGÉ PARENTAL**

-----

Le 24 février 2015, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 64 bis modifiant la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental, enregistrée le 20 mai 1997, sous le numéro 43917/CO/300.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont également jugé nécessaire de compléter le commentaire de la convention collective de travail n° 64 comme suit :

### **En ce qui concerne l'article 1 de la convention collective de travail n° 64 :**

Dans la version néerlandaise du commentaire de l'article 1, la deuxième phrase du deuxième alinéa est remplacée comme suit : " Dit geldt ook voor de adoptievader en de adoptiemoeder."

Dans le commentaire de l'article 1, sont insérés deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit :

"Le congé parental est également accordé aux couples de même sexe en cas d'adoption par les deux parents et ce, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 mai 2006 modifiant certaines dispositions du code civil en vue de permettre l'adoption par des personnes de même sexe."

"En outre, depuis le 1er janvier 2015, peut également user de ce droit, la coparente dont la filiation est établie à l'égard de l'enfant de la mère biologique, en vertu de la loi portant établissement de la filiation de la coparente."

### **En ce qui concerne l'article 7 de la convention collective de travail n° 64 :**

Dans le commentaire de l'article 7, les mots "6 mois" sont remplacés par les mots "8 mois".

**En ce qui concerne l'article 14 de la convention collective de travail n° 64 :**

L'article 14 est complété par le commentaire suivant :

"Les trois derniers paragraphes visent à donner exécution à la clause 6.1 de l'accord-cadre européen révisé sur le congé parental".

-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	26/02/2015	2015-1674
REGISTRATIE	03/03/2015	125596/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 64 BIS

---

Zitting van dinsdag 24 februari 2015

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof

---



**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 64 BIS VAN 24 FEBRUARI 2015 TOT AANPASSING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 64 VAN 29 APRIL 1997 TOT INSTELLING VAN EEN RECHT OP OUDERSCHAPSVERLOF**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op richtlijn 2010/18/EU van de Raad van 8 maart 2010 tot uitvoering van de door BUSINESSEUROPE, UEAPME, het CEEP en het EVV gesloten herziene raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof en tot intrekking van richtlijn 96/34/EG;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, met die Europese raamovereenkomst in overeenstemming moet worden gebracht;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 24 februari 2015 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

### **Artikel 1**

In de artikelen 1, 8 en 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, worden de woorden "3 maanden" vervangen door de woorden "4 maanden".

### **Artikel 2**

In artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste streepje van het eerste lid worden de woorden "vier jaar" vervangen door de woorden "acht jaar".
- 2° In het tweede streepje van het eerste lid worden de woorden "gedurende een periode van vier jaar die loopt" opgeheven.
- 3° Het tweede lid wordt opgeheven.

### **Artikel 3**

In artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid worden de woorden "de vierde of" opgeheven.
- 2° In het tweede lid worden de woorden "De vierde of" opgeheven.
- 3° In de Franse tekst wordt in het tweede lid het woord "peuvent" vervangen door het woord "peut".
- 4° In de Franse tekst wordt in hetzelfde lid het woord "dépassés" vervangen door het woord "dépassé".

#### **Artikel 4**

- § 1. In paragraaf 1 van artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, worden de woorden "3 maanden" vervangen door de woorden "4 maanden".
- § 2. In paragraaf 2 van dezelfde bepaling worden de woorden "6 maanden" vervangen door de woorden "8 maanden".

#### **Artikel 5**

Artikel 14 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met de volgende paragrafen, luidende:

- "§ 2. De werknemer heeft het recht om een aangepaste arbeidsregeling of een aangepast werkrooster aan te vragen voor de periode die volgt op het einde van het ouderschapsverlof. Die periode bedraagt maximaal 6 maanden.
- § 3. De werknemer bezorgt daartoe op zijn laatst 3 weken voor het einde van de lopende periode van ouderschapsverlof een schriftelijke aanvraag aan de werkgever. In de aanvraag geeft de werknemer de redenen aan die verband houden met een betere combinatie van beroeps- en gezinsleven.
- § 4. De werkgever beoordeelt die aanvraag en geeft er schriftelijk gevolg aan op zijn laatst een week voor het einde van de lopende periode van ouderschapsverlof, rekening houdend met zijn eigen behoeften en de behoeften van de werknemer. De werkgever deelt in dat geschrift mee op welke manier hij bij de beoordeling van de aanvraag rekening heeft gehouden met zijn eigen behoeften en de behoeften van de werknemer."

#### **Artikel 6**

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 24 februari 2015.

Deze overeenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden herzien of opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op vierentwintig februari tweeduizend vijftien.

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

-----

## WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 64 VAN 29 APRIL 1997 TOT INSTELLING VAN EEN RECHT OP OUDERSCHAPSVERLOF

-----

Op 24 februari 2015 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 bis gesloten tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 tot instelling van een recht op ouderschapsverlof, geregistreerd op 20 mei 1997 onder het nummer 43917/CO/300.

De werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het ook nodig geacht de commentaar bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 aan te vullen als volgt:

### **Wat artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 betreft**

In de commentaar bij artikel 1 wordt in het tweede lid de tweede zin vervangen als volgt: "Dit geldt ook voor de adoptievader en de adoptiemoeder."

De commentaar bij artikel 1 wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Het ouderschapsverlof wordt ook toegekend aan koppels van hetzelfde geslacht in geval van adoptie door de twee ouders, en dit sedert de inwerkingtreding van de wet van 18 mei 2006 tot wijziging van een aantal bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de adoptie door personen van hetzelfde geslacht mogelijk te maken.

Sedert 1 januari 2015 kan van dat recht ook gebruik worden gemaakt door de meemoeder van wie de afstamming ten opzichte van het kind van de biologische moeder vaststaat, ingevolge de wet houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder."

### **Wat artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 betreft**

In de commentaar bij artikel 7 worden de woorden "6 maanden" vervangen door de woorden "8 maanden".

**Wat artikel 14 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 betreft**

Artikel 14 wordt aangevuld met de volgende commentaar:

"De laatste drie paragrafen geven uitvoering aan de clausule 6.1. van de herziene Europese raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof."

-----